

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mercredi 31 janvier 1951

La séance est ouverte à trois heures.

LE PONT DUPLESSIS

COMMUNICATIONS INTERROMPUES À
TROIS-RIVIÈRES

M. Léon Balcer (Trois-Rivières): Monsieur l'Orateur, je pose la question de privilège afin de faire part à la Chambre du désastre survenu ce matin à Trois-Rivières, où le grand pont routier s'est effondré. La circulation étant interrompue, je me demande si le ministère de la Défense nationale pourrait aménager un pont Bailey pour desservir provisoirement la région?

L'hon. Brooke Claxton (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, j'ai appris, il y a à peine quelques minutes, ce déplorable malheur. Le gouvernement provincial ne nous a pas encore demandé en quoi nous pourrions aider. Si j'ai bonne mémoire, la rivière est trop large et trop profonde à cet endroit pour permettre l'aménagement d'un pont Bailey. De toute façon, j'irai aux renseignements, afin de voir quelles dispositions pourraient être prises.

ACTE DE L'AMÉRIQUE DU NORD BRITANNIQUE

MODIFICATIONS À LA CONSTITUTION—CORRESPONDANCE AVEC LES GOUVERNEMENTS
DES PROVINCES

Le très hon. L.-S. St-Laurent (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je dépose des copies de la correspondance échangée entre le ministre de la Justice (M. Garson) agissant en mon nom et les premiers ministres des diverses provinces au sujet des propositions relatives aux modifications visant la constitution.

(Le texte de la correspondance paraît en appendice, pages 46 à 50.)

RAPPORTS ET DOCUMENTS

L'hon. J. J. McCann (ministre du Revenu national): Je dépose le rapport du ministère du Revenu national pour l'année financière terminée le 31 mars 1950 et le rapport de la Société Radio-Canada pour le même exercice.

Pour ce qui est de l'exportation du pétrole et du bois de pâte, aucun règlement n'a été promulgué depuis qu'on a déposé le dernier document. Aucun rapport ne sera donc présenté à cet égard.

AFFAIRES EXTÉRIEURES

SUPPLÉMENT AU RAPPORT DU MINISTÈRE SUR LE
CANADA ET LA CRISE CORÉENNE

L'hon. L. B. Pearson (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Je dépose des versions anglaise et française d'un rapport intitulé: *Documents sur la crise coréenne*. Cet ouvrage complète les données renfermées dans le rapport *Le Canada et la crise coréenne*, que j'ai déposé le 1^{er} septembre 1950.

TRAVAUX DE LA CHAMBRE

AFFAIRES EXTÉRIEURES, DÉFENSE, COÛT DE LA
VIE, INFLATION—DISPOSITIONS EN VUE D'UN
DÉBAT.

A l'appel de l'ordre du jour.

M. George A. Drew (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre. Je lui ai écrit une lettre dont, je le sais, il n'a guère eu le temps de prendre connaissance car, me dit-on, il n'était pas à son bureau au moment de sa livraison. Dans cette lettre, étant donné la situation présente, je lui proposais d'étudier l'opportunité de réserver quelques jours afin que la Chambre puisse discuter les trois questions principales dont elle sera, de toute évidence, saisie. Je proposais d'entamer immédiatement l'étude du rapport sur les affaires extérieures, en donnant à la Chambre l'occasion de débattre la question en tant que sujet distinct, et ensuite d'aborder la défense nationale, après quoi nous pourrions étudier la question du coût de la vie et de l'inflation.

Le premier ministre est-il en mesure de nous dire s'il entend donner suite à ma proposition? A mon avis, ce serait la façon la plus rationnelle de procéder, car nos délibérations pourraient s'écarter des réalités de la situation si nous ne possédions pas les renseignements nécessaires.

Le très hon. L.-S. St-Laurent (premier ministre): Ce n'est qu'à mon entrée à la Chambre, j'avais été retenu ailleurs,—que j'ai reçu la lettre dont a parlé le chef de l'opposition. J'ai donc eu à peine le temps d'en prendre connaissance. J'avoue que j'ai été pris un peu par surprise car, après la séance d'hier, je croyais que nous allions nous conformer à l'usage traditionnel, c'est-à-dire qu'après les discours des deux motionnaires,